

A bas l'Union nationale! Déclaration de la Gauche Révolutionnaire (minorité du parti socialiste SFIO)

Après le Conseil national du 12 mars 1938.

Publié dans Les Cahiers Rouges (mars 1938)

Indéfectiblement attachée aux principes de la lutte de classes inscrits dans la Charte fondamentale du Parti socialiste, la Gauche révolutionnaire répudie l'Union nationale sous quelque forme qu'elle se présente.

En conséquence, elle condamne la violation formelle des promesses faites en 1936 et le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication (qui viennent d'être sanctionnés par le vote du C.N.).

La Gauche révolutionnaire se refuse à apprécier la situation extérieure autrement qu'en fonction de l'intérêt de classe du prolétariat. Elle proclame qu'il n'est pas de devoir de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays.

Elle dénonce le caractère capitaliste et impérialiste des oppositions dites idéologiques. Elle souligne que l'immixtion des Etats fascistes dans l'Espagne révolutionnaire en lutte pour son indépendance nationale et sa libération sociale n'a pas provoqué une tentative d' « Union Nationale » que les événements d'Europe centrale rendent, paraît-il, indispensables.

La Gauche révolutionnaire refuse catégoriquement de s'associer à cette politique d'alliance avec une bourgeoisie égoïste et aveugle, qui a construit le monstrueux traité de Versailles, forgé de ses mains l'hitlérisme, provoqué, par suite, la course aux armements et aggravé considérablement les périls de guerre, cette sanglante duperie pour le prolétariat.

Elle considère que la décision prise ne correspond ni à la volonté réelle des militants du Parti, ni aux intérêts supérieurs du prolétariat, ni à ceux de la défense efficace de la liberté et de la paix.

Seule une offensive hardie des masses populaires de France, dirigées par leurs organisations de classes contre les véritables responsables de la situation tragique qui se déroule peut encore protéger la liberté et la paix.

Seule, l'expropriation des oligarchies économiques et financières dès maintenant favorables au fascisme international peut protéger nos libertés.

Seule la redistribution des sources de matières premières arrachées au capitalisme peut enlever aux impérialismes fascistes leur base sociale et protéger la paix.

La Gauche révolutionnaire proclame sa volonté de demeurer attachée, quoi qu'il arrive, au socialisme international, à ses solutions révolutionnaires et aux enseignements de l'expérience ouvrière de ces vingt dernières années au cours desquelles toutes les tentatives de collaboration du prolétariat avec sa bourgeoisie se sont soldées par l'affaiblissement du mouvement socialiste, par de terribles défaites et par le triomphe inévitable de ses pires ennemis fascistes.

Premières signatures :

Deixonne, secrétaire fédéral du Cantal, délégué au Conseil national.

Brousseaudier, secrétaire fédéral des Alpes-Maritimes, délégué au Conseil national.

Chevaldonne, délégué du Loiret au Conseil national.

Benoit, secrétaire fédéral des Vosges.

Midon, secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle.

Pasquis, délégué à la propagande de l'Orne.

Soulès, membre de la C.A.P.

Modiano, membre de la C.A.P.

Degez, membre de la C.A.P.

Floutard, membre de la C.A.P.

Lucien Hérard, membre de la C.A.P.

Marceau Pivert, secrétaire de la Seine, membre du Bureau du Parti.

Levant, membre suppléant de la C.A.P.

Berthe Fougère, membre suppléant de la C.A.P.